

LE DROIT DES FEMMES À LA TERRE AU BURKINA FASO

Augustin Go

Introduction

En octobre 2016, une étude de la fondation Konrad Adenauer stiftung portant sur l'accès des femmes à la terre au Burkina Faso, faisant une répartition homme/femme par zone de production, estimait à 20% d'homme contre 80% de femme dans les provinces du Séno et du Yagha³⁴. Selon une autre étude, cette fois ci conduite par la Banque mondiale, concernant toujours le Burkina Faso et de portée plus générale, les femmes possèdent entre 8 à 16% de l'ensemble des terres pendant qu'elles sont estimées à environ 51,47% de la population active agricole³⁵. Ces statistiques permettent d'observer le contraste existant entre les personnes qui mettent en valeur les terres en les cultivant, les femmes, et celles qui en sont propriétaires, les hommes, traduisant ainsi une forme d'inégalité de fait. Elles (les statistiques) posent à cet effet avec éloquence et une résonance particulière la question du droit des femmes à la terre au Burkina Faso.

Le droit à la terre se rapporte aux prérogatives individuelles ou collectives susceptibles de s'exercer sur la terre en tant que bien, renvoyant ainsi à la notion de droit de propriété. La propriété est définie par le code civil Français, repris dans les mêmes termes par celui du Burkina Faso³⁶, comme étant « *le droit de jouir et de*

³⁴ Konrad Adenauer Stiftung, « Etude de base sur la situation des droits d'accès des femmes à la terre, spécifiquement dans les provinces du Séno, Gourma et Tapoa du Burkina Faso », rapport d'étude, octobre 2016, p. 65.

³⁵ Annuaire DEVENET, 2001, cité par S. TRAORE, *Les femmes de Bondoukuy au Burkina Faso: pilier économique de l'agriculture*, L'Harmattan, Paris, 2010, p. 96.

³⁶ Le code civil Français a été promulgué au Sénégal par arrêté du gouverneur du 5 novembre 1830. Il a ensuite été étendu à l'ensemble de l'Afrique occidentale française par le décret du 6 août 1901 portant réorganisation du service de la justice en Guinée, Dahomey, Côte d'Ivoire qui se répartissaient alors tout le territoire de l'AOF. La colonie de la Haute Volta qui deviendra par la suite le Burkina Faso a été créée par le décret du 1er mars 1919. Le code civil a connu deux modifications depuis lors. D'abord, par la loi n° 13 du 16 novembre 1989 portant institution et application d'un code de personnes et de la famille au Burkina Faso et par l'acte uniforme du 17 avril 1997 portant organisation des sûretés.

disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvue qu'on en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements »³⁷. Le droit de propriété se définit classiquement au travers de trois attributs à savoir l'*usus*, le *fructus* et l'*abusus*. Le premier renvoie au droit de faire usage de la chose dont on dispose, le second de percevoir les fruits de cette chose et le troisième au droit de disposer de la chose avec la faculté de l'aliéner ou de la détruire à sa guise. Les deux premiers attributs réunis, l'*usus* et le *fructus*, font de son titulaire l'*usufruitier*. Lorsque le titulaire de la chose ne dispose que de l'*abusus*, on parle alors de nue-propriété. Comme on peut le constater, les attributs du droit de propriété sont décomposables et peuvent par conséquent ne pas être entre les mains d'un seul titulaire. Lorsque ces trois attributs sont détenus par un seul titulaire, l'on parle alors de pleine propriété ou de propriété tout court. C'est seulement dans cette hypothèse que le droit de propriété prend tout son sens et donne droit à son titulaire d'en faire usage de la manière la plus absolue dans les limites de ce que les lois ou les règlements autorisent. Le droit des femmes à la terre, renvoie de ce fait à leurs facultés de disposer de la pleine propriété sur la terre au Burkina Faso.

Le droit de propriété a ainsi pour vocation d'« *exclure l'usage par autrui de ce qui appartient à une personne* »³⁸ en conférant à ce dernier un droit absolu, celui de jouir et de disposer de la chose³⁹ objet de la propriété⁴⁰. Cette approche civiliste de la propriété (individuelle, absolue, exclusive) n'est que partiellement adaptée au contexte Africain et plus spécifiquement à celui Burkinabé dans lequel le droit à la terre s'inscrit dans un contexte de pluralité juridique ou cohabitent dans une

³⁷ Art. 544 du code civil français, loi 1804-01-27, promulguée le 6 février 1804.

³⁸ P. BESSARD, « L'importance sous-estimée de la propriété », Institut Libéral, 2014, p. 4, disponible en ligne sur lien: www.institutliberal.ch, consulté le 20 Août 2019.

³⁹ Voir. J. COMBY, « Le droit de propriété, de la déclaration des droits au code civil », 2004, p. 2, disponible en ligne sur le lien: www.comby-foncier.com, consulté le 20 Août 2019. L'auteur fait état du « chemin parcouru par la notion de propriété entre la déclaration des droits de 1789 et le code civile » en indiquant que les « contorsions que connaît la notion de propriété sont la conséquence d'une conception erronée de la propriété foncière, assimilée à la propriété d'une chose, alors que l'espace n'est évidemment pas un objet. La propriété foncière ne peut donc être que la propriété d'un droit sur un espace et ce droit, comme tous les droits est nécessairement relatif, en compétition avec d'autres droits, à commencer par le droit de la collectivité nationale sur son territoire. Le droit de propriété serait donc plus solide si l'on en admettait les limites afin de les définir avec précision, plutôt que d'en faire un absolu quasi déifié, puis de jouer sur les mots pour le vider de sa substance ».

⁴⁰ P. BESSARD, op. cit, p. 3 et 4, l'auteur indique également que « la reconnaissance de la propriété est un moyen de concilier les intérêts divergents des uns et des autres » et « délimite de ce fait les libertés individuelles » en établissant l'« inverse de la loi de la jungle ».

harmonie imparfaite le droit moderne et le droit coutumier. Dans un tel contexte « *l'organisation de l'accès à la terre n'est pas neutre* »⁴¹ et est fortement influencée par les représentations sociales que chaque groupement humain se fait de la terre. La compréhension, quelque peu, de ce rapport à la terre est un préalable à la compréhension du droit d'une catégorie de personne, telle les femmes, à la terre.

En effet, avant la colonisation existait un droit coutumier qui s'exerçait sur la terre et « le décret du 24 juillet 1932 portant réorganisation du régime de la propriété foncière en Afrique occidentale française (AOF) a introduit la propriété privée mais a laissé subsister les droits coutumiers sur la terre »⁴². Les multiples réformes du code foncier ont perpétué cet héritage en laissant cohabiter droit moderne et droit coutumier. Me Françoise KI Zerbo dans une étude réalisée en 2004, commanditée par la FAO, portant sur « Les femmes rurales et l'accès à l'information et aux institutions pour la sécurisation des droits fonciers. Etude de cas au Burkina Faso » indiquait avec juste raison que « l'exclusion des femmes du contrôle de la gestion des terres constitue l'une des caractéristiques majeurs des droits coutumiers »⁴³. Le contexte socioculturel au Burkina Faso est disposé de sorte que les règles coutumières régissant la propriété foncière se fondent largement sur le patriarcat. « L'idéologie patriarcale empêche la transformation des droits abstraits en droits fondamentaux réel pour les femmes »⁴⁴ concernant spécifiquement le droit à la terre.

À l'évidence, l'application en tandem du droit moderne et du droit coutumier sur la terre présente des incertitudes quant au droit des femmes à la terre. Pendant que le droit moderne prône un égal accès à la terre et interdit toutes formes de

⁴¹ C. PLANCON, « Droit, foncier et développement: les enjeux de la notion de propriété, étude de cas au Sénégal », Armand Colin, Revue Tiers Monde, n°200 octobre-décembre 2009, p. 839, disponible en ligne sur le lien: <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2009-4-page-837.htm>, consulté le 17 Août 2019.

⁴² I. ZERBO, « La place de la femme dans les politiques publiques foncières au Burkina Faso », in CRDI, « L'accès des femmes à la terre en Afrique de l'Ouest: problématique et pistes de solutions au Sénégal et au Burkina Faso », table ronde de Mbour, 2-4 juillet 2008, p. 26, disponible en ligne sur le lien: www.idrc.ca, consulté le 16 Août 2019.

⁴³ Ibidem, p. 10.

⁴⁴ ACORD, OCFAM, ACTIONAID, « Le droit des femmes à la terre et à la justice en Afrique », rapport de la conférence sur les droits fonciers des femmes Africaines, 30 mai-02 juin 2011, Nairobi, publié en février 2012, disponible en ligne sur le lien: www.oxfam.org, consulté le 16 Août 2019.

discrimination, le droit coutumier est largement fondé sur l'idéologie patriarcale dans le rapport à la terre. Comment donc dans une telle cohabitation, quelque peu gênante, le droit des femmes à la terre est-il garanti ? La présente interrogation qui guidera les lignes qui suivent, est d'un intérêt à la fois théorique et pratique évident et d'une actualité permanente au Burkina Faso. Théoriquement, elle met en évidence le décalage qui peut exister entre la consécration textuelle des normes et leurs applications, revitalisant ainsi la question de l'effectivité des normes en droit. Dans la pratique, elle permet d'appréhender les résistances du droit coutumier au droit moderne (qui va l'emporter ?) et la préférence prononcée des populations pour le droit coutumier, d'une part, et d'autre part, d'apprécier les politiques publiques mises en œuvres pour renverser la tendance. Outre sa pertinence, l'interrogation est d'une actualité permanente dans le contexte Burkinabè marqué par des terres rurales formant 80 à 85% de l'ensemble des terres et une population agricole estimée à 12 millions dont environ 7 millions de femmes possédant environ 8 à 16% de l'ensemble des terres. Il s'agit d'une quête permanente d'égalité, de justice, d'autonomisation de la femme et de développement ; tout simplement d'une quête de respect des Droits de l'Homme.

Cette quête commence en consacrant une garantie normative du droit des femmes à la terre (I) dont l'effectivité est problématique (II) même s'il existe des raisons d'espérer.

Une consécration normative du droit des femmes à la terre

A la question de savoir si au Burkina Faso les femmes ont droit à la terre, la réponse est à l'évidence affirmative. La raison est toute simple, les textes juridiques consacrent à l'unanimité sans aucune ambiguïté les principes de l'égalité et de la non-discrimination (A), mieux ils introduisent une discrimination positive en faveur de la femme concernant le droit à la terre (B) et des politiques publiques favorables à l'accès des femmes à la terre sont adoptées.

La consécration du principe de non-discrimination

Le principe de la non-discrimination est le corollaire et la conséquence logique de celui de l'égalité. Au Burkina Faso ce principe est reconnu comme étant un droit fondamental et est consacré par divers textes aussi bien nationaux qu'internationaux auxquels le pays est parti.

Au plan national, l'un des premiers instruments qui consacre ce principe est la constitution. En effet, au terme de l'article 1^{er} de la constitution de juin 1991:

« *Tous les burkinabè naissent libres et égaux en droits. Tous ont une égale vocation à jouir de tous les droits et de toutes les libertés garantis par la présente Constitution. Les discriminations de toutes sortes, notamment celles fondées sur la race, l'ethnie, la région, la couleur, le sexe, la langue, la religion, la caste, les opinions politiques, la fortune et la naissance, sont prohibées* »⁴⁵. Le droit à la terre étant un droit garanti au Burkina Faso, il découle donc de l'article 1^{er} précité que la jouissance de ce droit appartient à tous les Burkinabè sans discrimination aucune. Ainsi donc les femmes et les hommes jouissent de ce droit au même titre dans les conditions fixées par la loi. En plus de l'article 1^{er}, il convient de noter l'article 15 qui garantit la propriété⁴⁶, en tant que droit économique fondamental, aussi bien pour les hommes que pour les femmes. Cet article, en principe, interdit de facto les restrictions coutumières du droit de la femme à la terre. La constitution étant la norme fondamentale, la consécration générale de l'égalité et l'interdiction de toutes les formes de discrimination comme l'on vient de le voir va concerner également le droit à la terre, consacrant de *facto* le droit des femmes à la terre. Au plan infra constitutionnel, l'on peut noter essentiellement que les textes juridiques consacrent de façon générale un accès équitable à la terre et interdisent toutes formes de discrimination y relative. A cet effet, la loi n°034-2012/AN portant réorganisation agraire et foncière au Burkina Faso⁴⁷ qui est le principal instrument juridique régissant les questions foncières, dispose en son article 34 alinéa 1^{er} que « *la politique agraire doit notamment assurer: l'accès équitable et sécurisé de tous les acteurs à la terre rurale* »⁴⁸. En outre, la loi 034-2009/AN, portant régime foncier rural⁴⁹ dispose en son article 1^{er} que « *la présente loi vise à: assurer un accès équitable aux terres rurales (...)* »⁵⁰. En son article 7 alinéa 1 et 2, elle réaffirme l'accès équitable aux terres rurales en indiquant qu'il doit être garanti par la politique nationale de sécurisation foncière. Enfin, il convient de no-

⁴⁵ Art. 1^{er} de la Constitution du 2 juin 1991, promulguée par Kiti an VII du 11 juin 1991, J.O.B.F. du 13 juin 1991, p. 794.

⁴⁶ *Idem*, Art. 15.

⁴⁷ Loi n°034-2012/AN portant réorganisation agraire et foncière au Burkina Faso du 2 juillet 2012, promulguée par le décret n° 2012-716/PRES du 6 septembre 2012.

⁴⁸ Art. 34, al.1, Loi n°034-2012/AN portant réorganisation agraire et foncière au Burkina Faso du 2 juillet 2012.

⁴⁹ Loi n°034-2009/AN portant régime foncier rural, du 16 juin 2009.

⁵⁰ *Idem*, Art. 1^{er}.

ter la loi n°070-2015/CNT portant loi d'orientation Agro-Sylvio-Pastorale, halieutique et faunique au Burkina Faso⁵¹. Cette loi consacre également en son article 9 le droit d'accès égal (aux ressources naturelles) sans aucune discrimination, notamment fondée sur le sexe. En son article 10, elle entend assurer une participation équitable aux femmes. Il en découle donc, qu'il existe au plan national une garantie normative constante du droit de la femme à la terre.

Au plan international et régional, le Burkina Faso est notamment parti à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, ratifiée en 1987 et le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relative aux droits de la femme en Afrique adoptée en juillet 2003. Ces textes d'une portée internationale appartenant au bloc de constitutionnalité Burkinabè, interdisent toutes formes de discriminations fondées sur le sexe. Conscient des difficultés d'application que peut rencontrer de tels droits au Burkina Faso, compte tenu du statut de personne vulnérable de la femme et des pesanteurs socio-culturelles, le législateur recourt à la discrimination positive en sa faveur concernant le droit à la terre.

La consécration d'une discrimination positive en faveur des femmes

Au Burkina Faso, nous venons de le voir, les textes juridiques relatifs aux questions foncières font de l'égalité, le gouvernail du droit à la terre. Ce principe d'égalité est conjugué au côté de celui d'équité, qui au terme de la loi 070-2015/CNT est appréhendé comme un « *traitement juste, raisonnable de tous les citoyens, notamment de la même manière s'ils sont dans des situations identiques, selon le principe de l'égalité de droits, mais également en accordant des droits spécifiques aux groupes sociaux dont la situation est désavantageuse* »⁵². Les groupes sociaux dont la situation est désavantageuse renvoient à la notion de personnes vulnérables. Les femmes sont considérées comme telle⁵³ dans la législation foncière Burkinabè et bénéficient à cet égard d'aménagements permettant de redresser la pente, d'où la notion de discrimination positive. A cet égard l'article 75 de la loi 034-2009 sur le foncier rural prévoit que « *L'Etat et les collectivités territoriales peuvent organiser des programmes spéciaux d'attribution à titre individuel ou*

⁵¹ Loi n°070-2015/CNT portant loi d'orientation Agro-Sylvio-Pastorale, halieutique et faunique au Burkina Faso, du 22 octobre 2015.

⁵² Loi n°070-2015/CNT, Op. Cit, Art. 5.

⁵³ *Idem*, Art. 8, al. 3.

collectif de terres rurales aménagées de leurs domaines fonciers ruraux respectifs au profit des groupes de producteurs ruraux défavorisés tels que les petits producteurs agricoles, les femmes, les jeunes et les éleveurs. Le pourcentage de terres à réserver par l'Etat pour les programmes spéciaux d'attribution prévus au présent article est déterminé par voie réglementaire pour chaque aménagement »⁵⁴. En outre, l'article 106 de la loi n°070-2015 prévoit en son alinéa 1^{er} que l'Etat et les collectivités territoriales favorisent les groupes vulnérables dont les femmes et les jeunes dans l'accès aux terres destinées aux activités agro-sylvo-pastorales, halieutiques et fauniques. En ses alinéas 2 et 3, il dispose successivement qu' « *Ils (Etat et collectivités territoriales) instituent, à cet effet, en faveur des groupes vulnérables notamment les femmes et les jeunes exploitants, un quota de 30% au moins des terres aménagées de l'Etat et des collectivités territoriales* »⁵⁵ et qu' « *Ils (Etat et collectivités territoriales) organisent au profit de ces groupes vulnérables, des programmes spéciaux d'attribution à titre individuel ou collectif de terres rurales aménagées de leurs domaines fonciers ruraux respectifs* »⁵⁶. Il s'agit là, à en point douter d'aménagements favorables au droit des femmes à la terre, dans la mesure où l'Etat et les collectivités se voient obligés d'affecter aux couches vulnérables dont les femmes un quota précis, d'au moins 30%, de ses terres aménagées. En plus de ces dispositions légales qui priorisent l'accès des femmes à la terre, des politiques publiques ont été adoptées en vue de rendre effective ce droit.

Au titre de ces politiques publiques, l'on peut noter la Politique Nationale Genre⁵⁷ adoptée en 2009 et devant couvrir la période 2009-2019. Le genre y est appréhendé « *sous l'angle des inégalités et des disparités entre hommes et femmes en examinant les différentes catégories sociales dans le but d'une plus grande justice sociale et d'un développement équitable* ». Elle vise à réduire voir éteindre les inégalités entre hommes et femmes dans tous les domaines dont celui du droit à la terre. Elle conduit, en ce qui concerne le droit à la terre, à adopter des politiques favorables aux droits des femmes à la terre. En outre, il faut noter la Politique

⁵⁴ Loi n°034-2009/AN, Op. Cit, Art. 75.

⁵⁵ Loi n°070-2015/CNT, Op. Cit, Art. 106, al. 2.

⁵⁶ Loi n°070-2015/CNT, Op. Cit, Art. 106, al. 3.

⁵⁷ Décret n°2009-672/PRES/PM/MEF/MPF portant adoption du document de politique nationale genre, 07 octobre 2009, publié au J.O. n°45 du 5 novembre 2009.

Nationale de Sécurisation Foncière en Milieu Rural⁵⁸ (PNSFMR), dont l'un des principes généraux est «*La prise en compte du genre, des besoins et préoccupations des groupes vulnérables*». Il convient enfin de noter les cahiers de charges adoptés par décret 2012-706 / PRES / PM / MAH / MEF / MATDS / MEDD / MRA du 06 septembre 2012, portant adoption d'un cahier général des charges pour l'occupation et l'exploitation des terres aménagées pour cultures fluviales. Ce mécanisme institut la surreprésentation des organisations féminines dans les commissions d'attribution des terres, aussi bien pour les terres aménagées de types

hydro-agricoles que les terres aménagées pour les cultures fluviales. Les organisations féminines y sont représentées par deux représentants contre un représentant pour les autres structures. Au regard de ce qui précède, l'on peut à juste titre convenir que la législation Burkinabè en matière de droit des femmes à la terre est avant-gardiste, même s'il faut convenir également que son effectivité est problématique.

Une effectivité problématique

La loi ne se suffit pas à elle-même pour être appliquée. Elle a besoin, pour ce faire, d'une adhésion du groupement humain dont elle a vocation à régir les interactions (de cela dépend sa légitimité), adhésion qui elle-même dépend des considérations socio-culturelles du groupement humain en question. Elle a également besoin d'une cohérence d'ensemble de sorte à être opérante. Le droit des femmes à la terre au Burkina Faso est confronté d'une part, aux représentations socio-culturelles et anthropologiques de la terre (A) et d'autre part, à la dualité du régime juridique s'appliquant au foncier (B).

Le rapport à la terre: considérations socio-culturelles et anthropologiques

«*Le droit est un langage en soi, où le sens commun peut être source de malentendu*»⁵⁹. Le droit ne saurait de ce fait être circonscrit au seul droit positif, mais devrait également prendre en compte «*l'ensemble des pratiques juridiques, y*

⁵⁸ Décret n°2007-610/PRES/PM/MAHRH portant adoption de la politique nationale de sécurisation foncière en milieu rural, 04 octobre 2007. Puis son plan d'application adopté par Décret n°2012-981/PRES/PM/MAH/MEF/MATDS/ portant adoption du plan d'action de la politique nationale de sécurisation foncière en milieu rural et de la loi portant régime foncier rural, 13 décembre 2012.

⁵⁹ C. PLANCON, « Droit, foncier et développement: les enjeux de la notion de propriété, étude de cas au Sénégal », Op. Cit, p. 837.

compris issues des droits traditionnels »⁶⁰. Au Burkina Faso comme dans la plupart des pays Africain, selon les us et les coutumes, la terre est appréhendée comme une entité spirituelle. En tant que telle, elle n'appartient en principe à personne pris individuellement mais plutôt à un groupement humain (divisé en familles) qui, elle-même n'en a que la gestion temporaire en attendant de la léguer aux générations futures. De ce fait, la terre n'est pas considérée comme un objet pouvant faire l'objet d'appropriation absolue, mais plutôt comme un lieu où s'exercent des droits tel qu'indiqué par Joseph Comby. Il s'agit donc d'un bien collectif appartenant à des familles à l'intérieur desquelles, elle circule de génération en génération de père à fils par voie d'héritage, dans la mesure où la société est patriarcale. La situation du chef de famille notamment du père est relativement comparable à celui de propriétaire à la seule différence qu'il ne peut pas aliéner de façon définitive le bien puisqu'il doit le transmettre à ses descendants males. De fait, la femme est exclue, du fait qu'elle est originaire d'un autre lignage.

Selon le droit traditionnel, l'héritage est le principal mode d'accès à la terre et ce mode exclu de fait les femmes. Toutefois, l'héritage n'est pas le seul mode d'accès à la terre. Il existe en d'autres qui se présentent plutôt sous la forme de droit d'usage. Il s'agit du prêt de terre et de la location de terre. Ce sont par ces deux derniers procédés que les femmes ont accès à la terre. Elles bénéficient de la part de leurs maris ou de leurs enfants d'un droit d'usage de la terre. A cet effet, il leurs sont attribué une partie des terres familiales, qu'elles utilisent pour leurs propres cultures. « *Ainsi, en général, les femmes n'ont pas de droit d'appropriation mais seulement une « autorisation », une tolérance aux fins d'exploitation des terres, sans plus* »⁶¹. A l'époque moderne, ce droit d'usage montre ses limites et propulse la problématique de la sécurisation des possessions foncières des femmes remettant ainsi en cause leur droit à la terre. La coexistence de ce droit traditionnel avec le droit moderne dans la législation foncière Burkinabè, jette comme un voile sur le droit des femmes à la terre au Burkina Faso.

La dualité du régime juridique foncier

⁶⁰ *Idem*, p. 838.

⁶¹ CRDI, « L'accès des femmes à la terre en Afrique de l'Ouest: problématique et pistes de solutions au Sénégal et au Burkina Faso », table ronde de Mbour, 2-4 juillet 2008, p. 11, disponible en ligne sur le lien: www.idrc.ca, consulté le 16 Août 2019.

Au Burkina Faso, il y'a une dualité du régime juridique foncier se traduisant par la cohabitation du droit moderne et des pratiques ou droits traditionnels dans la législation foncière. Cette cohabitation commence avec la loi n°77/60/AN du 12 juillet 1960 portant réglementation des terres du domaine privé de la république de Haute Volta et le décret du 26 juillet 1932 portant réorganisation du régime de la propriété foncière en Afrique Occidentale Française (AOF). A l'avènement de la révolution du 4 Août 1984 interviendra une rupture de cette cohabitation avec l'ordonnance N°84-050/CNR/PRES portant réorganisation Foncière et Agraire (RAF) et son décret d'application N°85-404/CNR/PRES du 4 Août 1985. Cette ordonnance dissout les droits fonciers coutumiers qui seront réhabilités par la loi n°014/96/ADP portant RAF au Burkina Faso du 23 mai 1996. Même si les textes ont pris le soin d'affirmer le principe de la non-discrimination, dans la pratique il continu d'avoir une négation du droit des femmes à la terre en milieu rural, favorisée par la loi elle-même. Deux mécanismes institués par la loi permettent de s'en rendre compte.

La loi 034-2009 institue les chartes foncières locales qui ont vocation à la préciser et à l'adapter « *aux particularités du milieu rural et à la spécificité des besoins locaux* »⁶². Il en découle donc que la loi sur le foncier rural doit être adaptée aux pratiques traditionnelles sur le foncier. Il y'a ici une volonté claire de faire primer le droit coutumier sur celui moderne en fonction des zones, puisque les pratiques diffèrent d'une zone rurale à une autre. Ces chartes foncières, précisent l'article 13 de ladite loi, « *déterminent au niveau local, les règles particulières relatives: au respect des usages locaux positifs liés à l'accès et à l'utilisation de la terre rurale ; (...)* »⁶³. La mention de la notion « d'usages positifs » peut certes conduire à relativiser l'impact négatif que pourrait avoir ces chartes sur le droit des femmes à la terre, mais il s'agit d'une notion au contenu imprécis et les conditions d'élaboration⁶⁴ et d'adoption⁶⁵ de ces chartes présentent de sérieux risques de négation du droits des femmes à la terre. En plus des chartes foncières, la loi 034-2009

⁶² Loi n°034-2009/AN, *Op. Cit.*, Art. 11.

⁶³ *Idem*, Art. 13.

⁶⁴ Voir. Art. 15 et 16 de la Loi n°034-2009/AN, *Op. Cit.* Au terme de l'article 15 ces chartes peuvent être initiées soit au niveau villageois, inter villageois ou communal. L'art. 16 indique les personnes qui de plein droit sont impliquées dans le processus d'élaboration, parmi lesquelles les représentants des autorités coutumières et traditionnels. A l'évidence dans un tel contexte, l'exclusion du droit des femmes à la terre ne saurait être envisagée comme un usage négatif.

⁶⁵ Art. 19, Loi n°034-2009/AN, *Op. Cit.*, au terme de cet article « les chartes foncières locales élaborées au niveau villageois sont adoptées en Assemblée villageoise ou inter villageoise ».

institue les commissions foncières villageoises qui ont vocation à contribuer à la sécurisation foncière au niveau local⁶⁶. La composition de ces commissions n'offre pas de véritables garanties pour le respect du droit des femmes à la terre⁶⁷.

En milieu rural, le droit moderne est confronté au droit coutumier avec une nette prédominance de ce dernier. Il en résulte qu'en milieu rural « *les femmes ont accès à la terre selon les règles coutumières – ceci implique une relation sociale inégale, de dépendance, négociée et précaire pour la femme* »⁶⁸. La prédominance du droit coutumier aboutit au fait que les femmes ont accès à la terres aux fins de productions agricoles sans pouvoir disposer de la pleine propriété sur ces terres.

Conclusion

La persistance à maintenir le droit coutumier dans la législation foncière est à l'évidence une expression de la légitimité de ces pratiques. Pourtant cette cohabitation avec le droit moderne, nous l'avons vue, constitue en soi un obstacle majeur aux droits des femmes à la terre, analysé sous l'angle purement civiliste. Elle conduit dans la pratique à conférer aux femmes un droit d'accès et d'exploitation de la terre, sans pour autant disposer de la pleine propriété sur ces terres. Les femmes se retrouvent dans la même situation que l'*usufruitier* dont les droits sont limités à l'usage qu'elles peuvent faire de la terre et aux bénéfices qu'elles peuvent tirer de cet usage. L'affirmation du principe de l'égalité et l'interdiction de la discrimination, dans un tel contexte, s'apparente à des formulations purement décoratives ou moralisantes. En croyant trouver l'équilibre en faisant cohabiter le droit moderne et le droit coutumier, le législateur ne semble n'avoir rien fait d'autre que d'affirmer d'avantage le droit coutumier. Il s'embles'êtrerefusé de choisir,

⁶⁶ Art. 83, Loi n°034-2009/AN, *Op. Cit.*

⁶⁷ *Idem*, Art. 81. Ces commissions comprennent « de plein droit les autorités coutumières et traditionnelles villageoises chargées du foncier ou leurs représentants ». Etant les dépositaires des coutumes et traditions, ayant pour missions la préservation desdites coutumes et traditions et compte tenu de leurs influence au niveau local, la présence des chefs traditionnels et coutumiers aura de fait une influence négative sur le droit des femmes à la terre.

⁶⁸ F. B. YODA, « Etat des lieux au Burkina Faso: Contribution des Organisations de la société Civile à la promotion des droits fonciers des femmes », in *CRDI*, « L'accès des femmes à la terre en Afrique de l'Ouest: problématique et pistes de solutions au Sénégal et au Burkina Faso », table ronde de Mbour, 2-4 juillet 2008, p. 26, disponible en ligne sur le lien: www.idrc.ca, consulté le 16 Août 2019.

mais ce refus de choisir semble en lui-même un choix assez claire. Mais avait-il d'autres choix ? Toutefois, il y'a de sérieux raisons d'espérer à un changement de paradigme, compte tenu de l'émergence rapide et avec pleine de vigueur de la notion de genre qui inondes les politiques publiques au Burkina Faso.